

Emmanuel Rakotovahiny : «On se bat pour des sièges»

L'Express de Madagascar – 17/11/09

Le co-président du conseil présidentiel sort de ses gonds. Il condamne l'attitude des politiciens incapables de s'entendre dans la formation du gouvernement.

• Plus d'une semaine après Addis-Abeba, comment se fait-il que le gouvernement ne soit toujours pas en place ?

Justement. J'allais lancer un appel en ce sens. Nous ne savons plus où nous en sommes, où nous allons, qu'est-ce que nous faisons. C'est le laisser-aller total. Seules les affaires courantes sont expédiées. Mais est-ce l'objectif de la Transition ?

Nous partons en tournée pour nous mettre en avant, pour dire à la population que nous sommes prêts à collaborer avec elle, pour déclarer que c'est nous qui avons gagné mais que les autres ont perdu. Mais est-ce le moment de faire des tournées ?

C'est malheureux. Après Addis-Abeba, le peuple espérait du concret et nous ne devons pas le décevoir. Or, nous sommes trop occupés à nous critiquer les uns les autres, à faire des déclarations sans agir.

• Les hommes politiques sont-ils capables d'arranger tout cela ?

C'est simple. L'Acte additionnel est clair. Nous, les trois membres du conseil présidentiel (le président et les deux co-présidents), devons nous réunir toutes les semaines pour définir les actions du gouvernement, les orientations à prendre dans la direction du pays. Cela fait une semaine, mais rien n'est décidé.

• Ne vous-êtes vous pas déjà réunis deux fois ?

Si, mais rien de concret n'a été fait, nous n'avancions pas. Nous sommes bloqués sur la question de répartition des ministères. Cela devient un véritable marchandage. Si au moins, quelque chose était fait, mais là, il n'y a rien de concret.

Même nous trois ne respectons pas l'article quatre de l'acte additionnel d'Addis-Abeba. Cet article prévoit que tous les actes pris en conseil des ministres soient contresignés par les co-présidents. Mais que voulez-vous que nous signions, il n'y a même pas de gouvernement et nous ne nous réunissons pas pour prendre des décisions.

C'est pourquoi, je lance cet appel aux responsables. Nous devons mettre de côté notre amour-propre. Nous devons travailler pour que les Malgaches soient rassurés. À nous quatre, le président, les co-présidents et le Premier ministre, nous pouvons le faire si nous consentons des sacrifices.

La fin du mois approche à grands pas, et les gens ne vont plus penser qu'aux fêtes de fin d'année. Il faut que nous agissions.

• Mais où est-ce que cela bloque exactement ?

Il y a certains ministères que les mouvances se disputent. Nous ne semblons pas avoir compris que dans les ministères, nous ne défendons pas les mouvances, mais l'intérêt du pays.

Le réel problème, c'est aussi notre versatilité, nous n'arrêtons pas de changer d'avis. Nous acceptons une chose le matin, nous avons un autre avis le soir. C'est un réel danger pour le pays. Il suffirait que nous tenions parole, et nous pourrions avancer.

• Les hommes politiques ne sauraient-ils pas tirer des leçons des crises passées ?

Je ne dirai pas que nous ne savons pas tirer des leçons. Nous sommes surtout distraits par les revendications de notre entourage. Quand nous discutons entre nous, nous prenons facilement des décisions. Mais dès que nous sortons de ce cercle, nous sommes sous la pression des revendications de notre entourage et de nos compagnons politiques.

• Faites-vous allusion à la mouvance Rajoelina ?

(Rires) Ne me faites pas dire des choses qui me mettraient en porte-à-faux par rapport à mes collègues. Quoi qu'il en soit, les pressions sont une réalité dans toutes les mouvances.

• Mais est-ce à dire que certains chefs de file n'arrivent pas à maîtriser leurs hommes ?

Peut-être. Si je ne me trompe pas, nous avons convenu que les manifestations au Magro ne devraient plus avoir lieu. Or, samedi, il y en avait encore eu.

• **Donc, à votre avis, cela bloque parce que les gens se battent pour des sièges ?**

Je n'allais pas utiliser ce terme, mais puisque vous l'avez évoqué, oui, c'est le cas, malheureusement. Et c'est honteux.

• **Et le patriotisme dans tout cela ?**

Oui, c'est à se demander si nous avons encore le sens du patriotisme, le sens de la réalité. Si nous nous préoccupons de l'intérêt général. Aujourd'hui, il est devenu très facile de voler, de piller les richesses du pays. Il n'y a plus d'autorité.

Nous partons en tournée, à dépenser l'argent du contribuable, mais est-ce le moment de le faire ? Ne faut-il pas d'abord faire avancer la Transition ? Relever le pays pour aller vers les élections et revenir vers l'État de droit?

• **Oui, mais comment ?**

Ne pouvons-nous pas mettre de côté nos opinions personnelles et nos divergences de vues personnelles pour faire avancer les choses? Toutes les balises sont là, il ne reste plus que la volonté des individus à concrétiser les choses. Si nous trois, nous nous entendons, nous pourrions avancer. Andry Rajoelina, en tant que président honorifique, et parce qu'il a déjà ses bureaux, devrait inviter les gens à venir le voir.

Il faut aussi discuter. Lors de notre dernière réunion, je lui ai aussi proposé de rencontrer le président Zafy, en tant que chef de file, pour qu'ils discutent entre chefs de mouvance, mais il n'a pas voulu. C'est le Premier ministre qui a dû rencontrer le président Zafy. Moi, je ne suis que chef de délégation, et il y a des choses sur lesquelles je n'ai pas compétence.

• **Allons-nous une nouvelle fois devoir faire appel aux médiateurs internationaux pour régler ce problème ?**

C'est malheureux d'en arriver à ce constat. N'avons-nous donc aucune fierté ? Aucune identité pour que ce soit toujours les étrangers qui viennent régler nos problèmes ? À la fin de la réunion d'Addis-Abeba, ils nous ont dit de rentrer, de discuter entre nous de la répartition des ministères. Mais ils nous ont aussi demandé de les appeler si nous ne réussissons pas.

• **Ils voulaient tester notre capacité à nous entendre, mais nous n'avons donc pas réussi le test.**

C'est triste à dire, mais à l'allure où vont les choses, non. Nous n'avons effectivement pas réussi. Nous avons perdu tout honneur. Nous croyons aux vertus de la parole, mais une parole donnée qui n'est pas respectée, n'est rien.

La mouvance Zafy serait-elle donc prête à faire des concessions pour débloquer la situation, comme Didier Ratsiraka à Addis-Abeba ?

Il ne faut pas limiter cela à une simple répartition de sièges, mais considérer tout un ensemble. Il faut revoir l'authenticité de tous les contrats passés avec les étrangers durant toute cette sombre période, et même avant : les ventes de terrains aux étrangers, les concessions sur les mines.

Propos recueillis par Iloniaina Alain et Lova Rabary-Rakotondravony

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=31215>